

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure
Société SCAPARF
Commune de Ressons-sur-Matz**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, en particulier l'annexe II point 23 ;

Vu les dispositions de l'annexe II, point 23 qui disposent concernant le plan de défense incendie :
« [...]

Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

[...] »

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 6 août 2021 à la société SCAPARF pour l'exploitation d'une plateforme logistique sur le territoire de la commune de Ressons-sur-Matz concernant notamment la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires des 1^{er} septembre 2022, 10 mai 2023 et 12 mars 2024 pour imposer des prescriptions complémentaires à la société SCAPARF pour l'exploitation d'une plateforme logistique sur le territoire de la commune de Ressons-sur-Matz ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise ;

Vu la circulaire du 20 février 2012 relative à la gestion des impacts environnementaux et sanitaires d'événements d'origine technologique en situation post-accidentelle ;

Vu le Guide professionnel relatif aux produits de décomposition dans le stockage et la logistique Version n°1-31-10-2022 ;

Vu le plan d'opération interne de l'établissement, référencé 2023-V1 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 25 novembre 2024 transmis à l'exploitant par courrier du 26 novembre 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel du 4 décembre 2024 ;

Considérant ce qui suit :

1. L'établissement est soumis à Autorisation pour la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
2. L'échéance du 1^{er} janvier 2022 pour les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux est dépassée ;
3. Lors de la visite du 16 octobre 2024, les inspecteurs de l'environnement (spécialité installations classées) ont constaté les faits suivants :
 - la liste des substances à rechercher définie dans le plan d'opération interne de l'établissement, référence 2023-V1 est partielle ;
 - les milieux retenus ne sont pas définis ;
 - la description des méthodes de prélèvements et analyses appropriées ne sont pas définies ;
 - les procédures de mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux (qui, quoi, comment) ne sont pas mises en place au sein de l'établissement.
4. Ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'annexe II, point 23 de l'arrêté ministériel susvisé ;
5. Ce constat constitue une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où les mesures organisationnelles pour la gestion des 3 phases successives observées lors d'un incendie (phase d'urgence, phase d'accompagnement ou de suivi immédiat, phase post-accidentelle) sont rendues dégradées ;

6. Face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SCAPARF de respecter les dispositions de l'annexe II, point 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société SCAPARF, dont le siège social est situé rue de Gournay RD 82 à Ressons-sur-Matz (60490), exploitant une plateforme logistique implantée à la même adresse, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'annexe II point 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé concernant la démarche des premiers prélèvements environnementaux dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du Code de l'environnement.

Article 3 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle est déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Le préfet peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Il informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

Article 4 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Ressons sur Matz pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Ressons sur Matz fait connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de Ressons-sur-Matz, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Beauvais, le **10 DEC. 2024**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Frédéric BOVET

Destinataires :

Société SCAPARF

Le sous-préfet de Compiègne

Le maire de la commune de Ressons-sur-Matz

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

Madame l'inspectrice de l'environnement s/c de Monsieur le chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France